

CAF'ECO 150 à Saint Denis au « MENZA K'FE » Mardi 23 Février 2010 de 18h00 à 20h30

Eléments de réflexion pour les régionales présenté par Jean-Marc Tagliaferri

Les régions ont des compétences obligatoires ou choisies . Pour la Réunion, ce sont :

- * Affaires Européennes
- * Environnement, aménagement, énergie
- * Codéveloppement
- * Culture
- * Développement économique
- * Education (lycées)
- * Formation Professionnelle
- * Mobilité
- * Sport
- * T.I.C.
- * Recherche

On peut remarquer que la plupart de ces compétences peuvent s'exercer localement, même si la mondialisation incite certains à aller chercher très loin, non seulement ce qu'on en sait ou ne veut plus produire localement, mais aussi modèles, idées et méthodes. Un petit territoire comme la Réunion voit forcément son action contrainte par le cadre national mais aussi européen et international. Toutefois, le fait d'être petit et loin peut aussi être regardé comme un avantage, permettant de mettre en œuvre des expériences qui auraient du mal à passer sur des territoires plus étendus ou moins bien individualisés. C'est ainsi que l'Etat pousse le projet GERRI, dans des conditions assez opaques, probablement parce que le ministère qui en a la charge sait bien qu'il n'aura jamais les crédits publics nécessaires à mettre en œuvre les propositions présidentielles dans ce domaine et qu'il faudra « démerder » avec les recettes habituelle de recours au privé appâté par la défiscalisation, notre drogue favorite ultramarine ! Mais la Réunion, outre une région est un département sur le même territoire et dans 4 ans les deux collectivités devraient, sauf coup de théâtre du conseil constitutionnel, y être gérées par les mêmes « conseillers territoriaux ». Les deux collectivités, aidées par les 24 communes (quand le département métropolitain équivalent en a plus de 300 !) peuvent mettre en commun leurs moyens dans le cadre de SEM spécialisées. Le réchauffement climatique, et la hausse attendue du coût de toutes les énergies et notamment els énergies fossiles (autre drogue dure !) impliquent des révisions déchirantes de notre mode de vie qu'il faudrait organiser et programmer plutôt que d'avoir à les subir en catastrophe. Heureusement, les politiques alternatives ont un avantage, elles sont normalement très créatrices d'emploi, ce qui est la nécessité numéro Un à la Réunion. Or créer des emplois revient à créer de la richesse, qu'il faudra savoir redistribuer, d'une manière plus innovante que par l'utilisation de la loi du plus fort telle que notre société fonctionne pour l'instant.

Parmi les impératifs, l'autonomie à tous les niveaux : énergétique bien sûr, mais aussi alimentaire, culturelle, médicale, pour les déplacements locaux et les approvisionnements stratégiques. Autonomie économique n'est pas indépendance, notre île est désormais trop peuplée depuis longtemps pour produire tout ce dont elle a besoin, même avec des échanges importants avec le reste du monde, car il y aura toujours un autre territoire quelque part sur la planète qui nous fera concurrence du fait de ses avantages propres.

Il est possible de s'organiser, notamment en incitant à une puissante relocalisation des activités économiques, basée sur des services rendus localement par des travailleurs locaux, par l'utilisation d'une monnaie régionale dont toutes les crises économiques ont montré la pertinence pour développer les synergies et aptitudes locales à générer des productions négligées par les organisations financières et commerciales et par la priorité donnée à la solidarité sur une compétition souvent collectivement improductive (l'avantage d'un joueur ne compensant pas les pertes des autres et de la collectivité).

Est-ce que les réunionnais sont prêts à ces changements, à démontrer au reste des français qu'ils sont capables de mettre en œuvre des solutions innovantes pouvant servir d'exemple, pour qu'on ne parle plus désormais de « goyave de France » ou de danseuses de la République ?

Retrouvons nous pour imaginer l'avenir que les citoyens doivent construire car personne ne le fait à leur place !

RDV au bar lounge « MENZA K'FE »

Mardi 23 Février 2010, de 18h à 20h30, 7 Rue Rontaunay (près rue Châtel). Repas partagé pour ceux qui désirent continuer à échanger. Contact JMT (0692029271) Karaoké dans la foulée

PROCHAINES SEANCES PROGRAMMEES

- Mardi 9 Mars Repaire de Là-Bas Si j'y Suis 52
- Mardi 23 Mars Cafeco 151

Contacts GSM: Philippe B.: 0692 88 21 48 ou JMT : 0692 02 92 71 jean-marc.tagliaferri@wanadoo.fr

Retrouvez le Caf'Eco et sa documentation sur le site web: <http://aid97400.lautre.net>

Le Caf'eco, un collectif de l'Association Initiatives Dionysiennes